

Service environnement  
19 rue Montesquieu  
BP 90795  
85000 La Roche-sur-Yon

La Roche-sur-Yon, le 13 décembre 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/11/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SAS BIOPOMMERIA**

ZAC des champs de Lescaze  
47310 Roquefort

**Nos Références : 23-2409 CA/KM**  
**Code AIOT : 0006309738**

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17 novembre 2023 dans l'établissement SAS BIOPOMMERIA, implanté « CHAMP DE LA CROIX » - La Pommeraie sur Sèvre à SÈVREMONT (85700). L'inspection a été annoncée le 20/10/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SAS BIOPOMMERIA
- CHAMP DE LA CROIX – La Pommeraie sur Sèvre – SÈVREMONT (85700)
- Code AIOT : 0006309738
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La SAS BIOPOMMERIA exploite une unité autorisée par l'arrêté interdépartemental n°18-DRCTAJ\_1-681 du 27 novembre 2018 pour méthaniser de la matière végétale brute, des effluents d'élevage, et autres déchets non dangereux pour 185 t/j de matières traitées sous le régime des rubriques ICPE 3532, 2781-1-a et 2781-2. Des donner-actes successifs de 2020 à 2023, ont pris en compte des modifications et des aménagements sur le site et des stockages déportés. En 2023, il a été autorisé une augmentation d'intrants à 214 t/j (+ 29 t/j) avec l'engagement de Biopommeria à déposer une demande d'autorisation environnementale pour la mise à jour du plan d'épandage correspondant. Ce dossier de demande d'autorisation environnementale a été déposé le 25/10/2023.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- prévention des fuites (gaz ou digestat)

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ... .

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Zones à atmosphères explosives (ATEX)	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 36	Action corrective demandée

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Rétentions	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 42, sauf :- point I, alinéa 5, dernière phrase	Action corrective demandée
6	soupape de respiration, évent d'explosion	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 38	Action corrective demandée
7	repérage des canalisations	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 32	Action corrective demandée

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative de l'installation	Décret du 06/06/2018, article Annexe	Conforme
2	Consignes et signalétiques relatives aux risques d'incendie et d'explosion	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 8, alinéas 8 et suivants	Conforme
5	Ventilation des locaux	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 37	Conforme

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats de l'inspection du 17/11/2023 :

- le digesteur dispose d'une couverture rigide sans évent d'explosion. Un dispositif équivalent de protection contre l'explosion défini lors d'une évaluation des risques d'explosion reste à démontrer.
- les différentes canalisations ne sont pas toutes signalées et elles ne sont pas repérées par des couleurs normalisées.
- un système de vanne et de pompe renvoie les eaux pluviales de la zone de rétention du méthaniseur vers un bassin de lagunage derrière le merlon de rétention. La surverse entre le bassin de lagunage et le milieu naturel serait équipée d'une vanne, a priori fermée selon l'exploitant. La gestion des vannes de transfert entre la zone de rétention et le bassin de lagunage, puis entre le bassin de lagunage et le milieu naturel reste à préciser. La planification de l'imperméabilisation de la zone de rétention sera aussi à expliciter.
- le conteneur électrique et le groupe électrogène (en lien avec la torchère) sont situés dans la rétention mais surélevés sur des barres d'acier ou de béton. Au dire des exploitants, ils sont placés à une hauteur supérieure au niveau de liquide résultant de la rupture du plus grand stockage associé à cette rétention. Les éléments objectifs pour le démontrer restent à fournir.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Situation administrative de l'installation**

<b>Référence réglementaire :</b> Décret du 06/06/2018, article Annexe
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Classement et régime ICPE applicables
<b>Prescription contrôlée :</b> Nomenclature des installations classées Rubriques : 2781

4310 3410 3532
<b>Constats :</b> L'unité de méthanisation a introduit 46553 t de matières en 2021 (127,5 t/j), 52278 t en 2022 (143 t/j) et 44806 t en 2023 au 31/10 (123 t /j). Les stocks d'intrants sont réduits au minimum, donc ils sont assimilés aux matières injectées dans le process de méthanisation. Les seuils d'enregistrement sont respectés (185 t/j).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Consignes et signalétiques relatives aux risques d'incendie et d'explosion

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 8, alinéas 8 et suivants
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Gestion d'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b> Des consignes relatives à la prévention des risques sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Elles font l'objet d'une communication au personnel permanent ainsi qu'aux intérimaires et personnels entreprises extérieures appelés à intervenir sur les installations. Ces consignes indiquent notamment : -l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf délivrance préalable d'un permis de feu ; -l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion ; -l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ; -l'obligation d'un permis d'intervention pour les parties concernées de l'installation ; -les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ainsi que les conditions de destruction ou de relargage du biogaz ; -les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses, et notamment du biogaz ; -les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 39 ; -les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ; -la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, du personnel d'astreinte visé à l'article 50 bis, des services d'incendie et de secours, etc. ; -la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité et de limitation ou de traitement des pollutions et nuisances générées ; -les instructions de maintenance et de nettoyage ; -l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident. L'exploitant justifie la conformité avec les prescriptions du présent article en listant les consignes qu'il met en place et en faisant apparaître la date de dernière modification de chacune.
<b>Constats :</b> Les consignes sont rédigées dans un 4 pages "accueil sécurité/entreprise extérieure" dont un exemplaire a été remis aux inspecteurs.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 3 : Zones à atmosphères explosives (ATEX)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 36
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Risques d'incendie et d'explosion
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant identifie les zones présentant un risque de présence d'atmosphère explosive, qui peut également se superposer à un risque toxique. Ce risque est signalé et, lorsqu'elles sont confinées (local contenant notamment des canalisations de biogaz), ces zones sont équipées de détecteurs

fixes de méthane ou d'alarmes. Une alarme sonore et visuelle est mise en place pour se déclencher lors d'une détection supérieure ou égale à 10 % de la limite inférieure d'explosivité du méthane.

Le risque d'explosion ou toxique est reporté sur un plan général des ateliers et des stockages, affiché à l'entrée de l'unité de méthanisation, et indiquant les différentes zones correspondant à ces risques. Dans chacune des zones ATEX, l'exploitant identifie les équipements ou phénomènes susceptibles de provoquer une explosion ou un risque toxique et les reporte sur le plan ainsi que dans le programme de maintenance préventive visé à l'article 39.

Le matériel implanté dans ces zones explosives est conforme aux prescriptions du décret n° 2015-799 du 1er juillet 2015 relatif aux produits et équipements à risques susvisé. Les installations électriques sont réalisées avec du matériel normalisé et installées conformément aux normes applicables, par des personnes compétentes et en conformité avec la réglementation ATEX en vigueur. Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne produisent pas, lors d'un incendie, de gouttes enflammées.

Les installations électriques des dispositifs de ventilation et de sécurité (torchère notamment) de l'installation (y compris celles relatives aux locaux de cogénération et/ ou d'épuration) et les équipements nécessaires à sa surveillance sont raccordées à une alimentation de secours électrique. Les installations électriques et alimentations de secours situées dans des zones inondables par une crue de niveau d'aléa décennal sont placées à une hauteur supérieure au niveau de cette crue. Par ailleurs, lorsqu'elles sont situées au droit d'une rétention, elles sont placées à une hauteur supérieure au niveau de liquide résultant de la rupture du plus grand stockage associé à cette rétention. Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits.

Les matériaux isolants installés dans un emplacement avec une présence d'une atmosphère explosive (membrane souple, etc) sont conçus pour être de nature antistatique selon les normes en vigueur.

L'exploitant assure ou fait effectuer la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple, alarmes, détecteurs de gaz, injection d'air dans le biogaz, ...).

#### **Constats :**

Il a été remis aux inspecteurs un équipement pour l'inspection du site (casque, lunettes de protection, gilet, chaussures sécurisées) ainsi que la fiche "accueil sécurité" dédiée aux visiteurs extérieurs dans laquelle figure le plan des zones à risque du site. Les accompagnateurs sont équipés d'un détecteur mobile 4 gaz (dont CH<sub>4</sub>, H<sub>2</sub>S, CO) et les employés de Biopommeria disposent en plus de l'alarme « travailleur isolé ».

Le conteneur électrique et le groupe électrogène (en lien avec la torchère) sont situés dans la rétention mais surélevés sur des barres d'acier ou de béton. Aux dires des exploitants, ils sont placés à une hauteur supérieure au niveau de liquide résultant de la rupture du plus grand stockage associé à cette rétention. Les éléments objectifs pour le démontrer restent à fournir.

**Type de suites proposées : Susceptible de suites**

#### **N° 4 : Réentions**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 42, sauf :- point I, alinéa 5, dernière phrase

**Thème(s) :** Actions nationales 2023, Risques de pollution des milieux

#### **Prescription contrôlée :**

I.-Tout stockage de matière entrantes ou de digestats liquides, ou de matière susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols (...) est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des 2 valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Lorsqu'ils ne sont pas construits dans une fosse étanche satisfaisant aux prescriptions des trois premiers alinéas du présent I, les stockages enterrés sont équipés d'un dispositif de drainage des fuites vers un point bas pourvu d'un regard



de contrôle facilement accessible, dont les eaux sont analysées annuellement (MEST, DBO5, DCO, Azote global et Phosphore total).Le précédent alinéa n'est pas applicable aux lagunes. Celles-ci sont constituées d'une double géomembrane dont l'intégrité est contrôlée a minima tous les 5 ans.II.-La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.Les réservoirs fixes sont munis de jauges de niveau et pour les stockages enterrés de limiteurs de remplissage. Ces équipements sont compatibles avec les caractéristiques du produit ou de la matière contenue. Un contrôle visuel de ces jauges de niveau et limiteurs de remplissage est opéré quotidiennement pour s'assurer de leur bon fonctionnement.III.-A l'exception des installations de méthanisation par voie solide ou pâteuse pour lesquelles les dispositions suivantes ne sont applicables qu'aux rétentions associées aux cuves de percolat, les rétentions sont pourvues d'un dispositif d'étanchéité répondant à l'une des caractéristiques suivantes :-un revêtement en béton, une membrane imperméable ou tout autre dispositif qui confère à la rétention son caractère étanche. La vitesse d'infiltration à travers la couche d'étanchéité est alors inférieure à 10-7 mètres / seconde.-une couche d'étanchéité en matériaux meubles telle que si V est la vitesse de pénétration (en mètres / heure) et h l'épaisseur de la couche d'étanchéité (en mètres), le rapport  $h / V$  est supérieur à 500 heures. L'épaisseur h, prise en compte pour le calcul, ne peut dépasser 0,5 mètre. Ce rapport  $h / V$  peut être réduit sans toutefois être inférieur à 100 heures si l'exploitant démontre sa capacité à reprendre ou à évacuer le digestat, la matière entrante et/ ou la matière en cours de transformation dans une durée inférieure au rapport  $h / V$  calculé.L'exploitant s'assure dans le temps de la pérennité de ce dispositif. L'étanchéité ne doit notamment pas être compromise par les produits pouvant être recueillis, par un éventuel incendie ou par les éventuelles agressions physiques liées à l'exploitation courante.IV.-Le cas échéant, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.V.-Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses (...) est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.VI.-Pour les installations dont le dossier complet de demande d'enregistrement a été déposé avant le 1.7.2021, l'exploitant recense dans un délai de 2 ans à compter de cette date les rétentions nécessitant des travaux d'étanchéité afin de répondre au point III du présent article. Il planifie ensuite les travaux en 4 tranches, chaque tranche de travaux couvrant au minimum 20 % de la surface totale des rétentions concernées. Les tranches de travaux sont réalisées au plus tard respectivement 4, 6, 8 et 10 ans après le 1.7.2021.

#### Constats :

La zone de rétention est constatée vidée de toute eau pluviale. Un système de vanne et de pompe renvoie vers un bassin de lagunage derrière le merlon de rétention. Ce bassin est rempli d'eau jusqu'en limite du tuyau de surverse. Cette surverse serait équipée d'une vanne, a priori fermée selon l'exploitant. La gestion des vannes de transfert entre la zone de rétention et le bassin de lagunage, puis entre le bassin de lagunage et le milieu naturel reste à préciser tant pour la gestion des matières susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols (article 42) que pour les eaux accidentelles (article 43) ou plus simplement les eaux pluviales (article 43 bis).

Trois stockages en cuve de chlorure ferrique, soude et peroxyde d'hydrogène (30 m<sup>3</sup>, 20 m<sup>3</sup> et 10 m<sup>3</sup>) contigus ont chacun leur système de rétention bien distincts.

L'exploitant prévoit une imperméabilisation de la zone de rétention avec une planification par tranche de travaux à échéance 2027 (probablement par bitumage).

**Type de suites proposées : Susceptible de suites**

#### N° 5 : Ventilation des locaux

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 37

**Thème(s) :** Actions nationales 2023, Risques d'incendie et d'explosion

**Prescription contrôlée :**

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les espaces confinés et les locaux dans lesquels

du biogaz pourrait s'accumuler en cas de fuite sont convenablement ventilés pour éviter la formation d'une atmosphère explosive ou nocive. La ventilation assure en permanence, y compris en cas d'arrêt de l'installation, un balayage de l'atmosphère du local, au moyen d'ouvertures en parties hautes et basses permettant une circulation efficace de l'air ou par tout autre moyen équivalent garantissant un débit horaire d'air supérieur ou égal à dix fois le volume du local. Un système de surveillance par détection de méthane, sulfure d'hydrogène et monoxyde de carbone, régulièrement vérifié et calibré, permet de contrôler la bonne ventilation des locaux.

La ventilation assure en permanence, y compris en cas d'arrêt de l'installation et notamment en cas de mise en sécurité de celle-ci, un balayage de l'atmosphère du local, au minimum au moyen d'ouvertures en parties haute et basse permettant une circulation efficace de l'air ou par tout autre moyen équivalent.

**Constats :**

Le seul local confiné dans lequel du biogaz peut s'accumuler en cas de fuite est le local d'épuration. Les exploitants indiquent qu'il est ventilé et dispose d'une sonde de détection méthane, sulfure d'hydrogène, monoxyde de carbone et dioxyde de carbone avec une alarme sonore et visuelle.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 : soupape de respiration, événement d'explosion**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 38

**Thème(s) :** Risques accidentels, prévention des risques

**Prescription contrôlée :**

Les équipements dans lesquels s'effectue le processus de méthanisation ou le cas échéant le stockage de percolat sont munis d'une soupape de respiration ne débouchant pas sur un lieu de passage, dimensionnée pour passer les débits requis, conçue et disposée pour que son bon fonctionnement ne soit entravé ni par la mousse, ni par le gel, ni par la corrosion, ni par quelque obstacle que ce soit. La disponibilité de ce dispositif est vérifiée dans le cadre du programme mentionné à l'article 39 du présent arrêté et, en tout état de cause, après toute situation d'exploitation ayant conduit à sa sollicitation. Les équipements dans lesquels s'effectue le processus de méthanisation sont dotés d'un dispositif de limitation des conséquences d'une surpression brutale tel qu'une membrane souple, un événement d'explosion ou tout autre dispositif équivalent de protection contre l'explosion défini lors d'une évaluation des risques d'explosion.

**Constats :**

Le digesteur dispose d'une couverture rigide sans événement d'explosion. Un dispositif équivalent de protection contre l'explosion défini lors d'une évaluation des risques d'explosion reste à démontrer.

**Type de suites proposées :** **Susceptible de suites**

**N° 7 : repérage des canalisations**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 32

**Thème(s) :** Risques accidentels, prévention des risques

**Prescription contrôlée :**

Les différentes canalisations sont repérées par des couleurs normalisées ( norme NF X 08 100 ) ou par des pictogrammes en fonction du fluide qu'elles transportent. Elles sont reportées sur le plan établi en application des dispositions de l'article 11 du présent arrêté

**Constats :**

Les différentes canalisations ne sont pas toutes signalées et elles ne sont pas repérées par des couleurs normalisées.

**Type de suites proposées :** **Susceptible de suites**

